

**La visite au Canada  
du  
Premier ministre du Japon  
Toshiki Kaifu**

---

**du 6 au 9 septembre 1989**

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024735 4

DOCS  
CA1 EA 89V34 EXF  
Visit to Canada of the Prime  
Minister of Japan Toshiki Kaifu  
September 6-9, 1989. --  
43253989



**La visite au Canada  
du  
Premier ministre du Japon  
Toshiki Kaifu**

---

**du 6 au 9 septembre 1989**

43 253-990



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

## TABLE DES MATIÈRES

LE PREMIER MINISTRE TOSHIKI KAIFU .....	1
LE PREMIER MINISTRE BRIAN MULRONEY .....	2
LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TARO NAKAYAMA .....	3
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES JOE CLARK .....	4
RELATIONS CANADA-JAPON .....	5
Toile de fond de la visite du Premier ministre Kaifu au Canada .....	6
JAPON - FICHE DOCUMENTAIRE .....	7
CANADA - FICHE DOCUMENTAIRE .....	9
RELATIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES .....	11
RELATIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ET DE FINANCES .....	16
Investissements .....	16
Relations financières .....	17
RELATIONS DANS LE DOMAINE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE .....	18

LE PREMIER MINISTRE  
TOSHIKI KAIFU

M. Kaifu est né le 2 janvier 1931 dans la préfecture de Aichi, à environ 300 km à l'ouest de Tokyo. Il a entrepris ses études universitaires à l'Université de Chuo et a ensuite étudié le droit à l'Université de Waseda.

En 1960, à 29 ans, il est élu à la Chambre des représentants de la Diète. Il est alors le plus jeune membre de cette assemblée et le premier à être né sous le règne de l'empereur Hirohito.

En 1966, il est nommé vice-ministre du Travail. De 1974 à 1976, il occupe les postes de premier secrétaire adjoint du Cabinet dans le gouvernement Miki et de président du Comité des affaires parlementaires du Parti libéral démocrate (PLD).

De 1976 à 1978, il est ministre de l'Éducation dans le gouvernement Fukuda, poste qu'il occupera de nouveau en 1985-1986 dans le gouvernement Nakasone.

Le 8 août dernier, il était choisi par le parti au pouvoir, le PLD, pour agir en tant que président du parti et terminer le mandat de deux ans des premiers ministres Noboru Takeshita et Sousuke Uno. Il a été élu Premier ministre du Japon le lendemain.

M. Kaifu et son épouse, Achiyo, ont un fils et une fille.



**LE PREMIER MINISTRE  
BRIAN MULRONEY**



M. Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de

Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, avec qui il a eu quatre enfants, Caroline, Ben, Mark et Nicolas.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
TARO NAKAYAMA

M. Nakayama est né le 27 août 1924 et a fait ses études au Collège de médecine d'Osaka, où il a obtenu un doctorat en pédiatrie.

Élu pour la première fois à la Chambre haute de la Diète en 1968, il y siégera pendant trois mandats consécutifs de six ans. De 1983 à 1985, il occupe le poste de secrétaire général de la Ligue des membres de la Chambre haute du Parti libéral démocrate (deuxième fonction en importance exercée par un membre du parti à l'Assemblée législative) et siège au Comité des affaires étrangères de la Chambre des conseillers.

Il avait auparavant exercé les fonctions ministérielles de chef de l'Agence de gestion et de coordination et occupé divers postes au sein du PLD, dont ceux de président du Comité des finances et de président du Comité des règlements et de l'administration de la Chambre haute.

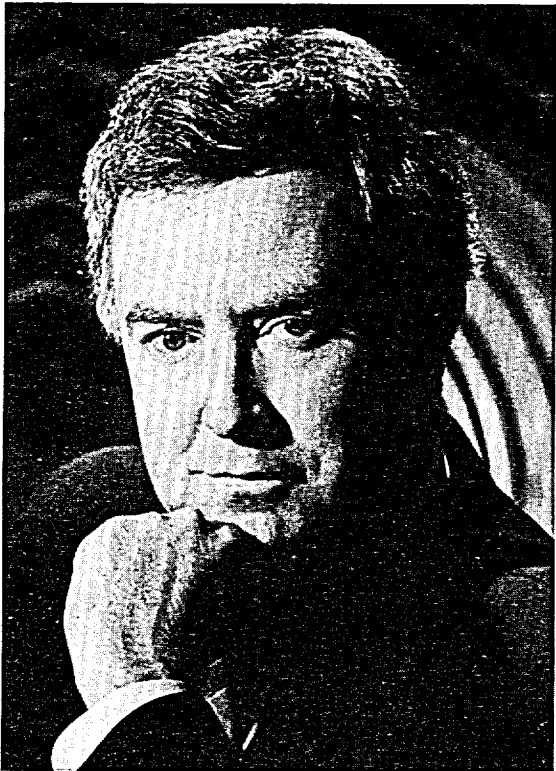
Il a été nommé ministre des Affaires étrangères en août dernier.

M. Nakayama et son épouse, Hanako, ont deux fils.





LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES  
JOE CLARK



M. Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1972 et y a été réélu à chacune des élections subséquentes, dont celle de 1988.

M. Clark est devenu Chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979; il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin suivant. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Depuis sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent. Il est également président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense.

## RELATIONS CANADA-JAPON

Le Canada et le Japon célèbrent cette année le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Ils entretiennent aujourd'hui des liens actifs et dynamiques dans une multitude de domaines où ils ont noué des relations. Les deux pays poursuivent leurs intérêts avec vigueur, et avec de plus en plus de succès. Dans ses efforts pour se bâtir une économie vigoureuse, le Canada attache de plus en plus d'importance au renforcement et à l'élargissement de ses liens avec le Japon. Par leur dynamisme dans les domaines des finances et de la technologie, voire même par leur style de vie, les Japonais exercent sur nous une influence qui se fait nettement sentir dans notre vie nationale et, en fait, dans notre perception du monde extérieur. Au plan des affaires internationales, le Canada et le Japon se consultent régulièrement sur des questions de paix et de sécurité, de commerce et de politique économique.

Au cours des deux dernières années, les exportations canadiennes au Japon ont augmenté de 19 % et 23 % respectivement, leur valeur atteignant 8,7 milliards \$ en 1988. Le Japon est, en importance, le deuxième marché du Canada; nos ventes y sont plus élevées que celles de nos quatre partenaires européens des sommets économiques réunis. Les gens d'affaires japonais manifestent un haut degré de confiance envers le Canada; leurs investissements de portefeuille se chiffrent présentement à environ 35 milliards \$ et leurs investissements directs ont augmenté de 1,3 milliard \$ en 1988, atteignant un niveau près de cinq fois supérieur à celui d'il y a cinq ans seulement. Le tourisme japonais au Canada est en plein essor; on a enregistré à ce chapitre des augmentations de 25 à 30 % pendant chacune des trois dernières années.

En dépit de ces progrès et de l'atmosphère généralement harmonieuse qui entoure nos relations, on sent qu'elles n'ont pas encore atteint leur pleine dimension. En novembre 1986, le gouvernement canadien a adopté une stratégie visant à orienter et coordonner les efforts des provinces, du monde des affaires et des milieux syndicaux pour promouvoir leurs intérêts au Japon. Il s'agissait d'exploiter davantage les quelque 22 mécanismes de consultation déjà établis entre le Canada et le Japon en rehaussant le profil du Canada dans les milieux de décision japonais, en faisant valoir les avantages qu'il offre aux investisseurs japonais, en encourageant l'établissement de liens de coopération avec le Japon dans le domaine des sciences et de la technologie et en poursuivant plus énergiquement le désir du Canada d'améliorer son accès aux marchés japonais. Ces démarches sont appuyées par divers mécanismes de coopération parlementaire, culturelle et universitaire destinés à favoriser une plus grande communication et une meilleure compréhension mutuelle entre Canadiens et Japonais.

La visite du Premier ministre Kaifu coïncide avec un nouvel effort du Canada pour renforcer ses relations politiques et économiques avec les pays de l'Asie et du Pacifique, particulièrement le Japon. Dans le cadre général de ce que le Premier ministre Mulroney a appelé le programme Pacifique 2000, le Canada s'apprête à prendre certaines mesures fondamentales et concrètes afin de préparer les Canadiens à composer avec les défis et les complexités du Japon à l'avenir.

#### **Toile de fond de la visite du Premier ministre Kaifu au Canada**

La visite du Premier ministre Kaifu au Canada survient à un moment important de l'évolution des relations entre nos deux pays. Sa présence à Ottawa nous offre une précieuse occasion de nouer des contacts personnels avec les nouveaux dirigeants japonais.

Durant leurs rencontres, les premiers ministres et leurs ministres des affaires étrangères examineront les récentes tendances de nos relations bilatérales; ils s'entretiendront, par exemple, de la croissance du commerce, des investissements et des relations financières, des nouvelles liaisons aériennes et des échanges culturels et scientifiques entre nos deux pays. La délégation canadienne profitera de l'occasion pour exposer les grandes lignes de certaines initiatives majeures que le gouvernement s'apprête à prendre dans le cadre du programme Pacifique 2000 pour élargir les relations canado-japonaises.

Il s'agira de la première visite d'un premier ministre japonais depuis la ratification de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Le fait que cet accord améliore notre accès au marché américain devrait encourager les Japonais à accroître leurs investissements directs au Canada. À cet effet, une importante mission japonaise est censée visiter le Canada en octobre.

En tant que dirigeants de pays membres du groupe des sommets économiques, les deux premiers ministres se pencheront sur la situation de l'économie mondiale et discuteront du besoin constant d'harmoniser les politiques économiques et commerciales afin de faire progresser les négociations de l'Uruguay Round et assurer une croissance économique dont tous pourront bénéficier. Ils aborderont également les questions de la dette internationale et du développement, de même que le besoin d'intégrer le monde en développement au système économique mondial. Il est probable qu'ils discuteront aussi de l'urgent besoin de s'attaquer aux grands défis que présente l'environnement.

Les premiers ministres discuteront également de la situation politique internationale et s'entretiendront notamment de l'évolution des relations Est-Ouest, des dossiers du désarmement et du contrôle des armements et des événements survenus en Chine récemment. Les ministres des affaires étrangères se pencheront sur certains dossiers régionaux comme la coopération dans la région Asie-Pacifique et les perspectives de paix en Indochine.

JAPON - FICHE DOCUMENTAIRE

Régime de gouvernement	Monarchie constitutionnelle
Chef d'État	L'Empereur Akihito
Chef de gouvernement	Le Premier ministre Toshiki Kaifu
Ministre des Affaires étrangères	Taro Nakayama
Ministre du Commerce international et de l'Industrie	Hikaru Matsunaga
Superficie	378 000 km <sup>2</sup>
Population	122,8 millions
PNB	3 053 milliards \$CAN (1987) 3 524 milliards \$CAN (1988) prévision pour 1989 : croissance de 4,5%
PNB par habitant	22 594 \$CAN (1986) 25 148 \$CAN (1987) 28 701 \$CAN (1988)
Taux d'inflation des prix à la consommation	0,6 % (1988)
Taux de chômage	2,3 % (1 <sup>er</sup> semestre de 1989)
Excédent au compte courant	77 milliards \$US (exercice financier prenant fin le 1 <sup>er</sup> mars 1989)

**Principaux débouchés extérieurs du Japon (1988, milliards \$US)**

États-Unis	89,6	R.-U.	10,6
Corée du Sud	15,4	Chine	9,5
RFA	15,8	Singapour	8,3
Taiwan	14,3	Canada	6,4
Hong Kong	11,7	Australie	6,7

**Principaux fournisseurs du Japon (1988, milliards \$US)**

États-Unis	42,3	Arabie saoudite	6,3
Australie	10,3	Taiwan	8,7
Indonésie	9,6	Canada	6,9
Corée du Sud	11,8	RFA	8,1
Chine	9,9	Émirats arabes unis	5,3

**Commerce Japon-Canada (1988)**

Exportations japonaises 9,3 milliards \$CAN (produits automobiles, téléviseurs, articles de photographie, machines de bureau)

Importations japonaises 8,7 milliards \$CAN (charbon, canola, pâte de bois, bois d'oeuvre)

**Investissements Japon-Canada (1988)**

Investissements japonais directs au Canada 4,4 milliards \$CAN (cumulatif)  
624 millions \$CAN (EF 1988-1989 prenant fin en mars 1989)

Investissements japonais de portefeuille 35 milliards \$CAN

Investissements canadiens directs au Japon 152 millions \$CAN (cumulatif)

CANADA - FICHE DOCUMENTAIRE

Régime de gouvernement	Monarchie constitutionnelle
Chef d'État	La Reine, représentée par le Gouverneur général Jeanne Sauvé
Chef de gouvernement	Le Premier ministre Brian Mulroney
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	Joe Clark
Ministre du Commerce extérieur	John Crosbie
Ministre des Finances	Michael Wilson
Superficie	9 970 610 km <sup>2</sup>
Population	25,7 millions
PIB	549,7 milliards \$CAN (1987) 601,5 milliards \$CAN (1988) prévision pour 1989 : croissance de 3 %
PIB par habitant	19 966 \$CAN (1986) 21 588 \$CAN (1987) 23 326 \$CAN (1988)
Taux d'inflation	4,1 % (1988)
Taux de chômage	7,3 % (juin 1989)
Déficit au compte courant	10,3 milliards \$CAN (1988)

**Principaux débouchés extérieurs du Canada (1988, milliards \$CAN)**

États-Unis	101,0	Pays-Bas	1,4
Japon	8,7	France	1,2
R.-U.	3,6	Corée du Sud	1,2
Chine	2,6	Belgique	1,2
RFA	1,8	URSS	1,1

**Principaux fournisseurs du Canada (1988, milliards \$CAN)**

États-Unis	86,5	Taiwan	2,2
Japon	9,3	Italie	1,9
R.-U.	4,6	Mexique	1,3
RFA	3,8	Brésil	1,2
France	2,9	Hong Kong	1,2

**Dépendance à l'égard du commerce**

		Canada	Japon
(Valeurs du commerce dans le PNB)	Importations	24,5 %	9,8 %
	Exportations	27,8 %	13,2 %

## RELATIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES

Dans les dix dernières années, le commerce entre le Canada et le Japon a quadruplé. Le Japon est maintenant notre plus important débouché outre-mer. En 1988, les échanges bilatéraux ont atteint 17,8 milliards \$ (contre 14,5 milliards \$ en 1987 et 13,6 milliards \$ en 1986). Dans les cinq premiers mois de 1989, les exportations canadiennes au Japon ont augmenté de 17 % par rapport à la même période l'année précédente.

Le Japon continue d'offrir un grand potentiel comme partenaire économique du Canada, compte tenu surtout de l'intérêt croissant que nous portons aux marchés des pays de la bordure du Pacifique. Le Japon étant devenu une grande puissance industrielle et commerciale, les possibilités d'y étendre nos activités commerciales, d'y promouvoir l'investissement au Canada et d'y acquérir de nouvelles technologies sont considérables et représentent donc d'importants défis pour notre pays.

Après avoir affiché un excédent dans ses échanges commerciaux avec le Japon de 1973 à 1981, le Canada a enregistré un déficit de 80 millions \$ en 1982. Ce déficit a grimpé à 368 millions \$ en 1985 et à 1,7 milliard \$ en 1986. Depuis ce temps, cependant, par suite d'une dépréciation du dollar canadien et d'un renforcement de la demande intérieure au Japon, il a été ramené à 575 millions \$.

Afin de corriger certains déséquilibres dans ses échanges commerciaux avec ses principaux partenaires, le Japon a pris certaines mesures bien accueillies pour libéraliser son marché intérieur et stimuler la demande nationale. La marge de croissance du marché japonais dans divers secteurs, dont celui du logement, conjuguée aux engagements pris par le gouvernement japonais de libéraliser son régime d'importation, devrait offrir de nouveaux débouchés lucratifs à nombre de nos industries d'exportation.

Nos exportations devraient également profiter des signes de reprise économique qui se manifestent au Japon. Le pays s'ajuste bien aux réévaluations qu'a subies le yen. Le taux de croissance de l'économie japonaise a été de 5,7 % en 1988 et on prévoit qu'il atteindra au moins 4,5 % en 1989.



Les exportations du Canada au Japon demeurent surtout constituées de matières premières (45 % de charbon et de métaux non-ferreux) et de demi-produits (29 % de bois d'oeuvre, de papier, de produits pétrochimiques et de lingots d'aluminium).

À la fin de 1988, le Canada se classait au septième rang des fournisseurs du Japon. Dans les années à venir, le gouvernement et les gens d'affaires canadiens intensifieront leurs efforts pour accroître encore davantage les importations japonaises en provenance du Canada. En 1989, les gens d'affaires canadiens continuent de tirer pleinement avantage des changements survenus dans l'économie japonaise pour maximiser leurs débouchés commerciaux.

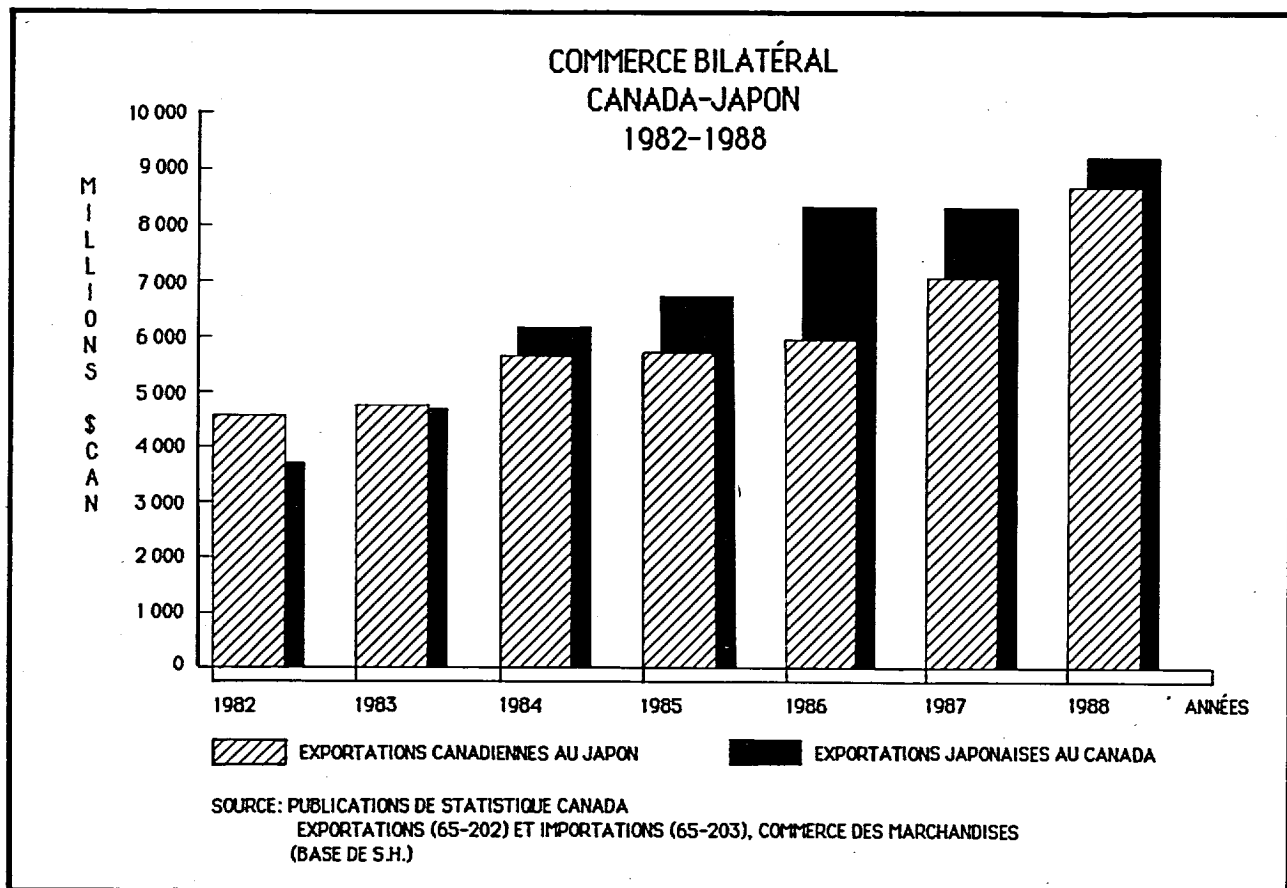
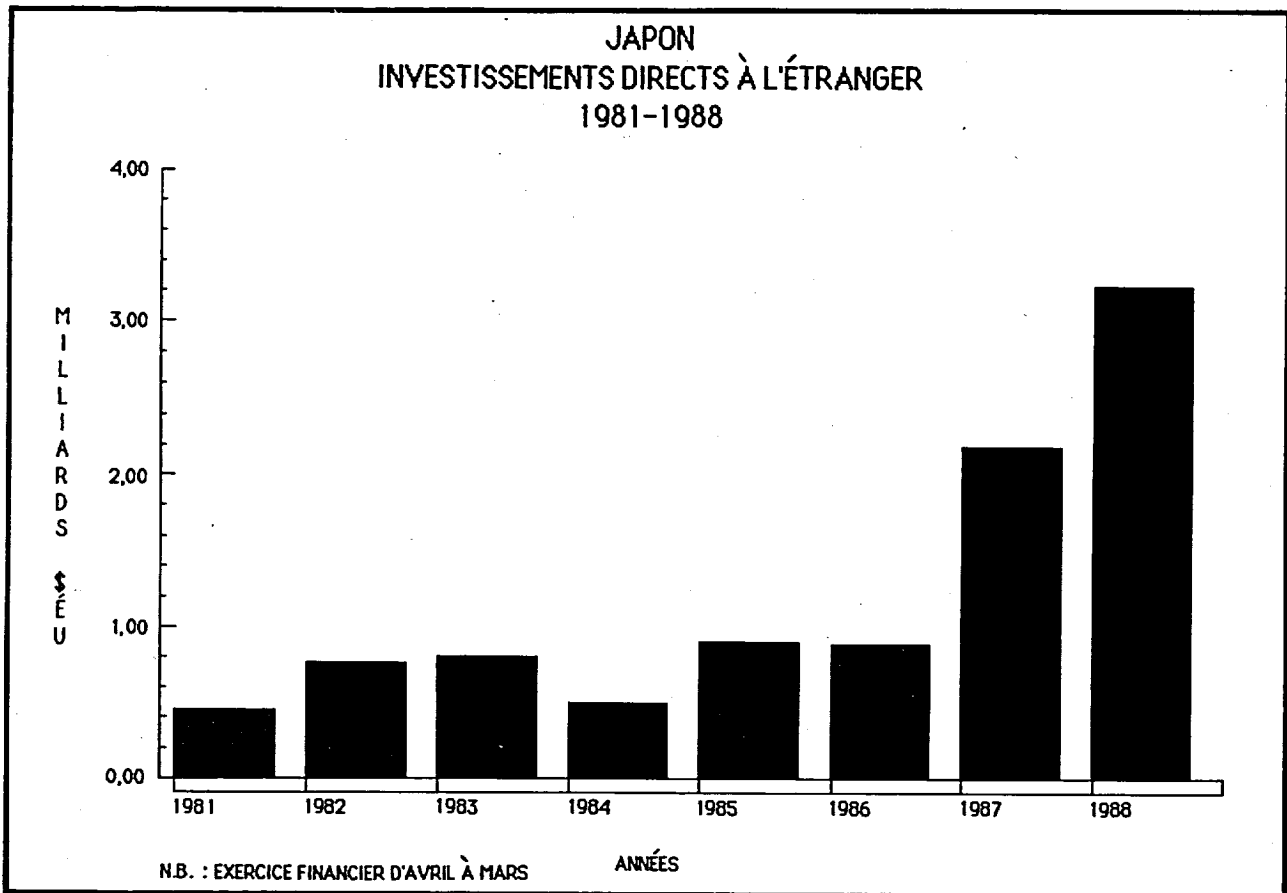
La stratégie globale du gouvernement canadien vise à créer une interaction de plus en plus grande et fréquente entre nos deux pays en vue d'atteindre des objectifs commerciaux mutuellement avantageux. Le Canada vise surtout à protéger et élargir sa part du marché des matières premières au Japon, à accroître ses ventes de produits à valeur ajoutée et d'articles entièrement manufacturés et à améliorer l'accès des produits forestiers, agricoles et halieutiques canadiens aux marchés japonais.

La stratégie vise en outre à nous donner accès aux technologies de production et procédés de fabrication japonais et à stimuler les investissements japonais dans l'industrie manufacturière canadienne. Des mesures de suivi de cette stratégie sont actuellement prises dans le contexte du programme Pacifique 2000, qui vise à accroître la capacité des Canadiens de faire concurrence sur le marché japonais.

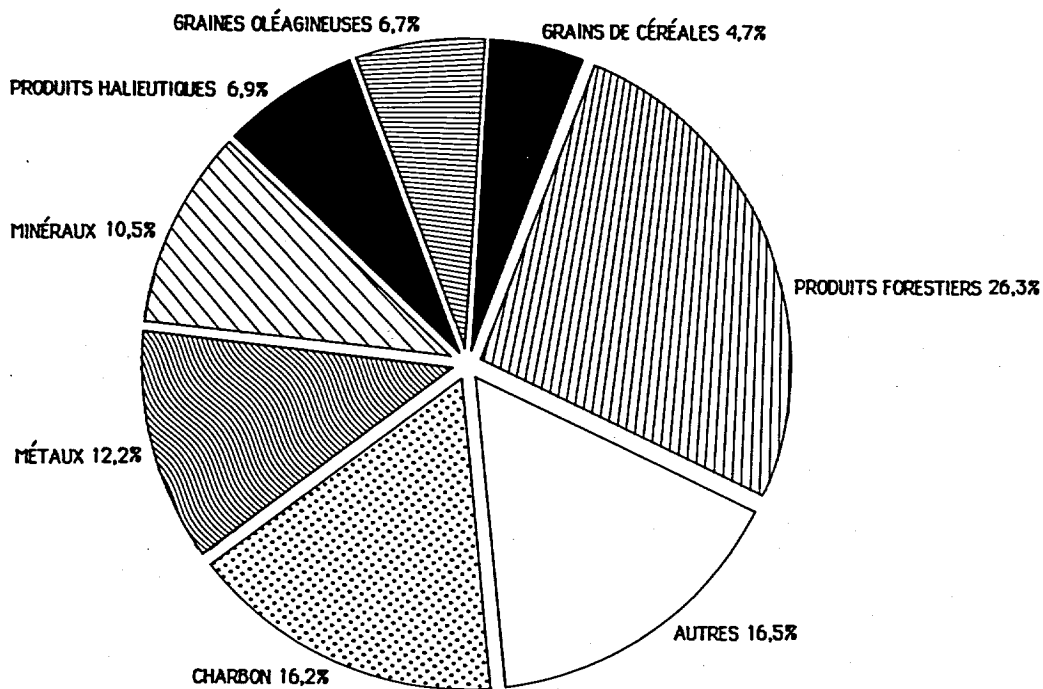
On s'entend généralement pour dire que, conjugué à des facteurs comme la forte valeur du yen et les stratégies de production des firmes japonaises à l'échelle mondiale, l'Accord de libre-échange canado-américain encouragera les investissements japonais au Canada en raison de l'accès accru qu'il nous donne au marché américain. Une importante mission japonaise d'études en investissement est censée venir au Canada étudier les possibilités qui s'y offrent sur le plan des affaires.

Le Canada et le Japon ont créé de nombreux mécanismes de consultation. Sous la présidence de M. Allen Lambert, président du Groupe Tri-lon, le Comité de coopération des gens d'affaires Canada-Japon, qui regroupe des cadres supérieurs de grandes sociétés des deux pays, s'emploie à établir une plus grande interaction entre nos secteurs privés respectifs. La Commission économique mixte Canada-Japon tient chaque année une réunion au niveau des sous-ministres afin de coordonner les relations commerciales et technologiques entre les deux pays. La Commission a tenu sa huitième réunion à Toronto en mars 1989.

D'autres consultations économiques ont eu lieu en 1986 dans le cadre des visites que se sont échangées les premiers ministres Brian Mulroney et Yasuhiro Nakasone et lors de la visite du Premier ministre Noboru Takeshita en janvier 1988. Les rencontres de ce genre ont, jusqu'ici, favorisé une meilleure compréhension des objectifs économiques des deux pays, et on espère que la visite du Premier ministre Toshiki Kaifu produira le même genre de résultats. Les deux pays ont intérêt à collaborer afin d'améliorer leurs relations bilatérales et de contribuer à la recherche de solutions aux grands problèmes commerciaux qui perturbent le système économique mondial.

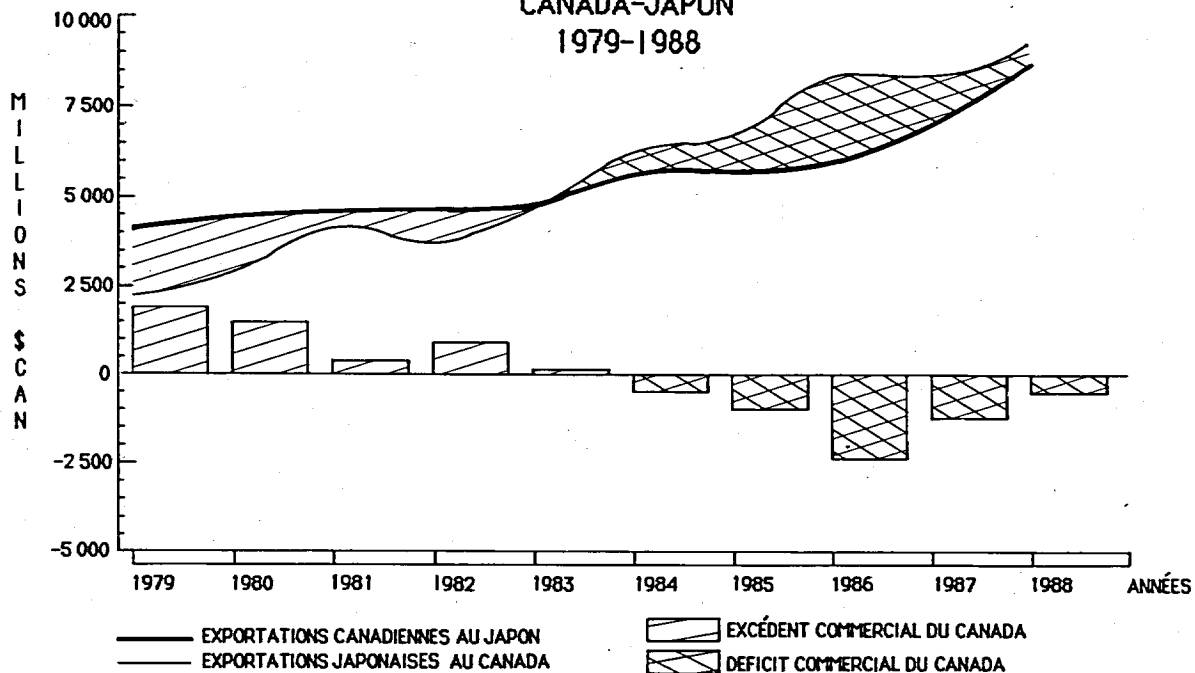


### EXPORTATIONS CANADIENNES AU JAPON PAR CATEGORIE 1988



8,7 MILLIARDS \$CAN

### BALANCE COMMERCIALE CANADA-JAPON 1979-1988



SOURCE: PUBLICATIONS DE STATISTIQUE CANADA  
EXPORTATIONS (65-202) ET IMPORTATIONS (65-203), COMMERCE DES MARCHANDISES  
(BASE DE S.H.)

## RELATIONS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS ET DE FINANCES

### Investissements

Les possibilités d'étendre la coopération entre nos deux pays sont particulièrement prometteuses au chapitre des investissements directs japonais au Canada. En 1988, la valeur de ces investissements s'est chiffrée à plus de 4,4 milliards \$, tandis que les investissements de portefeuille se chiffraient à 35 milliards \$.

Le Japon investit beaucoup à l'étranger, où ses grandes firmes pourraient considérablement étendre leurs activités, et il a manifesté le désir d'étendre sa base manufacturière à l'étranger, en raison, notamment, de la forte appréciation du yen depuis 1985. Les investissements directs japonais à l'étranger ont augmenté d'environ 30 % en 1988, par rapport à l'année précédente. Bien que les États-Unis continuent d'accaparer la majeure partie des investissements japonais à l'étranger (47 % en 1988), les firmes japonaises accordent de plus en plus d'intérêt au Canada dans leurs plans d'établissement d'installations manufacturières sur le marché nord-américain, comme en témoignent les récents investissements des sociétés Honda, Toyota et Suzuki dans des usines d'assemblage en Ontario. Ces développements ont en outre incité leurs fournisseurs de pièces à songer à s'installer à proximité.

Au cours des deux dernières années, les investissements japonais ont surtout été concentrés dans les secteurs de l'électronique, du papier, des pièces automobiles et des composantes industrielles. La société Kao Corporation a ouvert, en 1987, une usine de fabrication de disquettes pour ordinateurs à Arnprior, en Ontario. La société Oji Paper s'est quant à elle associée avec Canfor pour construire à Port Mellon en Colombie-Britannique une usine de fabrication de papier journal dont la production sera écoulee à travers le monde. Les nouvelles dépenses d'équipement pour ce projet pourraient s'élever à près d'un milliard de dollars.

Les membres de la délégation commerciale japonaise (Mission Kanao) qui a visité le Canada en 1986, après l'adoption de la Loi sur Investissement Canada (en juillet 1985), ont été encouragés par les politiques mises en oeuvre par les gouvernements fédéral et provinciaux pour promouvoir et améliorer les conditions d'investissement au Canada. Ils ont pu constater également que l'économie canadienne était en plein essor et que le Canada avait fait d'énormes progrès dans le domaine technologique, ce qui encouragera les investisseurs japonais à ne plus uniquement investir dans le secteur des ressources. La Mission a donc confiance que les relations entre le Japon et le Canada s'élargiront et elle espère qu'elles couvriront désormais l'ensemble du secteur manufacturier.

Une occasion de renforcer cette image du Canada se présentera du 22 octobre au 2 novembre, avec la visite au Canada de la Mission japonaise d'étude des investissements. Cette mission a été mise sur pied par le ministère japonais du Commerce international et de l'Industrie et la Fédération des organisations économiques du Japon ("la Keidanren") pour examiner les perspectives économiques du Canada suite à la signature de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Elle sera dirigée par M. Shinroku Morohashi, président de la société Mitsubishi et vice-président du Comité économique Japon-Canada de la Keidanren.

La sécurité d'accès aux marchés a toujours été une importante considération dans les décisions des firmes japonaises de s'implanter en Amérique du Nord. L'élargissement de l'accès du Canada au vaste marché américain grâce à l'Accord de libre-échange aura une grande incidence sur l'évolution des investissements japonais au Canada, qui demeurera un lieu d'investissement intéressant pour les Japonais en raison de la disponibilité des ressources, du faible prix de l'énergie, des coûts de main-d'oeuvre concurrentiels, de la productivité et de la qualité de vie.

### **Relations financières**

Depuis 1984, le Japon revendique le gros des apports nets de capitaux au Canada. Le Japon est depuis 1982 le plus important bailleur de fonds à l'échelle internationale et il est ainsi devenu la première nation créditrice du monde.

En 1988, les apports nets de capitaux japonais au Canada se sont chiffrés à 3,3 milliards \$ (les apports nets de tous les pays se sont chiffrés à 11,7 milliards \$). Le Japon est le plus important acheteur d'obligations.

Les apports de capitaux japonais ont été encouragés par les écarts relativement importants que présentent les taux d'intérêt pratiqués au Canada, ainsi que par les évaluations favorables qu'ont faites les investisseurs japonais de notre économie. Les émissions en dollars canadiens constituent une part importante des titres en devises étrangères détenus par les grandes compagnies d'assurance et sociétés de placement du Japon.

Depuis 1981, six banques canadiennes (la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque de commerce canadienne impériale, la Banque nationale, la Banque Toronto-Dominion et la Banque Royale) ont ouvert des succursales à Tokyo. Quatre grandes maisons canadiennes de courtage -- (Wood Gundy, Richardson Greenshields, McLeod Young Weir et Dominion) ont aussi des bureaux au Japon. Les mesures prises par le Japon pour libéraliser ses relations financières avec d'autres pays comme le Canada et pour faciliter la concurrence dans son secteur financier sont bien accueillies.

## RELATIONS DANS LE DOMAINE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

Le rôle international de plus en plus important du Japon dans le développement des sciences et de la technologie a encouragé le Canada à raffermir les relations que les deux pays entretiennent dans ce domaine depuis le milieu des années 70.

Lors d'une rencontre tenue à Toronto en janvier 1988, les premiers ministres du Canada et du Japon ont commandé une étude conjointe portant sur la complémentarité des activités de nos deux pays dans ce domaine, en vue de définir les possibilités d'y accroître notre coopération et les moyens de le faire. Cette étude, effectuée sous la direction de M<sup>me</sup> Geraldine Kenney-Wallace, a été achevée en juillet 1989. Le Premier conseiller scientifique du Canada, M. Harry Rogers, en analyse présentement les résultats et ce travail est censé être terminé en octobre prochain.

Le Canada et le Japon ont aussi signé, en 1986, un accord bilatéral visant à étendre les projets de recherche et de développement à une vaste gamme de technologies utilisées à des fins pacifiques.

Comme le prévoit cet accord, une commission mixte se réunit tous les deux ans pour passer en revue les activités en cours, approuver de nouveaux projets et établir des lignes directrices. L'accord recouvre 85 projets dans des domaines allant de l'agriculture et la protection de l'environnement aux sciences spatiales et à la technologie des communications.

Les entreprises canadiennes sont fortement intéressées à identifier et à acquérir des technologies japonaises auxquelles on pourrait trouver des applications au Canada et cette tâche leur est facilitée par le Programme d'apports technologiques, dans le cadre duquel notre ambassade au Japon les aide à établir des contacts avec des firmes japonaises et à mener des négociations.

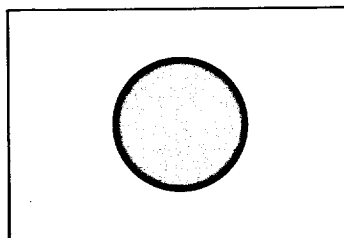
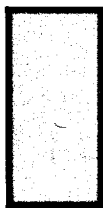
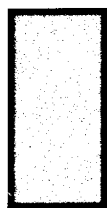
En outre, des représentants officiels des deux pays se réunissent chaque année afin de promouvoir la coopération industrielle.

## Notes



## Notes

doc  
CA1  
EA  
89V34  
EXF



**Visit to Canada  
of the  
Prime Minister of Japan  
Toshiki Kaifu**

---

**September 6-9, 1989**

b2264687(E)  
b2264699(E)



**Visit to Canada  
of the  
Prime Minister of Japan  
Toshiki Kaifu**

---

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

OCT 11 1989

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

September 6-9, 1989

43-253-989

2010-10-10 10:10:10  
10/10/2010 10:10:10  
10/10/2010 10:10:10  
10/10/2010 10:10:10  
10/10/2010 10:10:10  
10/10/2010 10:10:10



External Affairs  
Canada

Affaires extérieures  
Canada

## TABLE OF CONTENTS

PRIME MINISTER TOSHIKI KAIFU .....	1
PRIME MINISTER BRIAN MULRONEY .....	2
MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TARO NAKAYAMA .....	3
SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS JOE CLARK .....	4
CANADA-JAPAN RELATIONS .....	5
Themes for Prime Minister Kaifu's Visit to Canada ....	6
JAPAN FACT SHEET .....	7
CANADA FACT SHEET .....	9
CANADA-JAPAN TRADE AND ECONOMIC RELATIONS .....	11
INVESTMENT AND FINANCIAL RELATIONS .....	15
Investment .....	15
Financial Relations .....	16
SCIENCE AND TECHNOLOGY RELATIONS .....	17

**PRIME MINISTER  
TOSHIKI KAIFU**

Born on January 2, 1931 in Aichi Prefecture, about 300 km west of Tokyo, Mr. Kaifu has spent most of his professional life in politics.

He began his university education at Chuo University and then studied law at Waseda University.

In 1960 Mr. Kaifu was elected to the Diet's House of Representatives. He was the youngest member in the House at the time and the first to be born under the Hirohito reign.

In 1966 Mr. Kaifu was appointed Vice-Minister of Labour. From 1974 to 1976 he held the position of Deputy Chief Cabinet Secretary in the Miki cabinet and Chairman of the Liberal Democratic Party's (LDP) Diet Affairs Committee.

In 1976-78 and again in 1985-86, he was Minister of Education in the Fukuda cabinet and Nakasone cabinet respectively.

On August 8 of this year, Mr. Kaifu was selected by Japan's ruling LDP as Party President to complete the two-year term of former presidents Noboru Takeshita and Sousuke Uno.

On August 9 of this year, Mr. Kaifu was elected Prime Minister of Japan.

Mr. Kaifu is married to Achiyo Kaifu with whom he has one son and one daughter.



**PRIME MINISTER  
BRIAN MULRONEY**



Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law from l'Université Laval in Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, he was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number

of seats in Canadian parliamentary history. He was re-elected in the riding of Charlevoix, Quebec on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children, Caroline, Ben, Mark and Nicolas.

**MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS  
TARO NAKAYAMA**

Born on August 27, 1924, Mr. Nakayama studied at the Osaka Medical College and obtained a doctorate in pediatric medicine.

He was first elected to the Diet's upper chamber in 1968, where he served three consecutive six-year terms. From 1983 to 1985 he filled the post of Secretary General of the Liberal Democratic Party's (LDP) Members League in the Upper House, the second most important party post in the legislature, and was a member of the House of Councillors' Committee on Foreign Affairs.

He had served previously in a cabinet-level position as head of the Management and Co-ordination Agency, and in several LDP positions, including Chairman of the LDP Finance Committee, and Chairman of the Upper House Rules and Administration Committee.

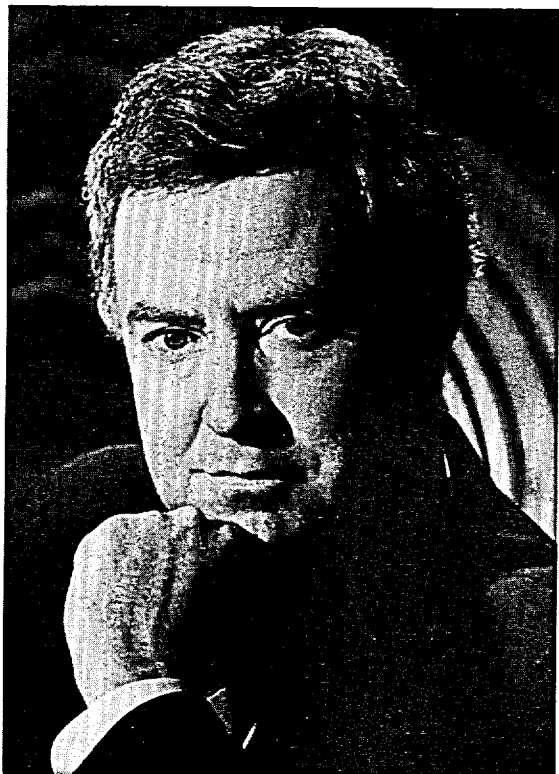
Mr. Nakayama was appointed Minister for Foreign Affairs in August of this year.

He and his wife, Hanako, have two sons.





SECRETARY OF STATE  
FOR EXTERNAL AFFAIRS  
JOE CLARK



Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Joe Clark holds a B.A. in History and an M.A. in Political Science from the University of Alberta, as well as an Honorary Doctor of Laws from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been re-elected to the House in all successive general elections up to and including 1988.

On February 22, 1976 he was elected Leader of the Progressive Conservative Party. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

Mr. Clark has focused his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism since his appointment in 1984 and re-appointment in 1988 as Secretary of State for External Affairs. He is also Chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy.

## CANADA-JAPAN RELATIONS

In 1989, Canada and Japan are celebrating the 60th anniversary of the establishment of diplomatic relations. Today the Canada-Japan relationship is active and vibrant, encompassing a wide range of contacts. Interests on both sides are pursued with vigour and, increasingly, with success. For Canada, strong and expanding links with Japan have become more and more significant in our efforts to build a healthy economy at home. Japanese finance, technology, and lifestyles have come to play a prominent role in our national life and, indeed, in the way we view the world beyond. In international affairs, Canada and Japan consult regularly on issues of peace and security, trade and economic policy.

In the past two years, Canadian exports to Japan have grown by 19 percent and 23 percent respectively, and reached \$8.7 billion in 1988. Japan is Canada's second largest market with total sales exceeding those of our four European Summit partners combined. Japanese business confidence in Canada is high, as indicated by portfolio investments of approximately \$35 billion, and direct investment flows which increased by \$1.3 billion in 1988, close to five times the level only five years ago. Japanese tourism in Canada has boomed, with increases of 25 to 30 percent in each of the last three years.

Despite these gains and the harmonious atmosphere of the overall relationship, there is a perception that its full potential has yet to be reached. In November 1986, the Canadian government adopted a strategy to provide leadership and co-ordination to assist the provinces, business and labour in pursuing their interests in Japan.

This strategy sought to build on the array of some 22 consultative mechanisms existing between Canada and Japan by heightening the profile of Canada in Japanese decision-making circles, by promoting Canada as an attractive destination for Japanese investment, by stimulating partnerships with Japan in the area of science and technology, and by pursuing more aggressively Canada's desire for improved access to Japanese markets. These goals have been supported by a range of parliamentary, cultural and academic links designed to enhance mutual awareness and communications with Japan.

The visit of Prime Minister Kaifu comes in the midst of a renewed Canadian drive to strengthen its political and economic relationships in the Asia-Pacific region, in particular with Japan. Under the umbrella of what Prime Minister Mulroney has called Pacific 2000, Canada is preparing to take some fundamental and concrete steps aimed at equipping Canadians for the challenges and complexities of the future.

## Themes for Prime Minister Kaifu's Visit to Canada

Prime Minister Kaifu visits Canada at a significant juncture in the development of Canada-Japan relations. His presence in Ottawa offers Canada a valuable opportunity to establish personal contact with the new Japanese leadership.

During their meetings, the prime ministers and their foreign ministers will review recent trends in the bilateral relationship--the growth of trade, investment and financial ties, new air links, cultural and scientific exchanges. The Canadian side will use the occasion to highlight a number of major initiatives the government will be taking to expand Canada-Japan relations under the Pacific 2000 program.

This will be the first prime ministerial visit since the ratification of the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA). The enhanced access to the wider North American market provided by the FTA should act to encourage greater Japanese direct investment in Canada. A major Japanese investment mission is to visit Canada in October.

As members of the Economic Summit, the prime ministers will be looking at the state of the world economy. They will address the continuing need to harmonize economic and trade policies, and to make progress in the Uruguay Round of trade negotiations in the shared interests of sustained growth. They will also discuss problems of international debt and development and the need to integrate the developing world into the global economic system. The urgent necessity of addressing major environmental challenges is likely to be covered as well.

The prime ministers will also be exchanging views on the international political situation, including developments in East-West relations, arms control and disarmament issues, and recent events in China. The foreign ministers will be examining a number of regional issues such as co-operation in the Asia-Pacific region and the outlook for peace in Indochina.

**JAPAN FACT SHEET**

<b>Type of Government</b>	Constitutional Monarchy
<b>Head of State</b>	Emperor Akihito
<b>Head of Government</b>	Prime Minister Toshiki Kaifu
<b>Minister for Foreign Affairs</b>	Taro Nakayama
<b>International Trade and Industry Minister</b>	Hikaru Matsunaga
<b>Area</b>	378,000 km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	122.8 million
<b>GNP</b>	C\$3,053 billion (1987) C\$3,524 billion (1988) 1989 forecast - 4.5% growth
<b>GNP Per Capita</b>	C\$22,594 (1986) C\$25,148 (1987) C\$28,701 (1988)
<b>Consumer Price Inflation</b>	0.6% (1988)
<b>Unemployment Rate</b>	2.3% (1st half 1989)
<b>Current Account Surplus</b>	US\$77 billion (Fiscal year ending March 1, 1989)

**Japan's Major Export Markets (1988 US\$ billion)**

U.S.A.	89.6	U.K.	10.6
S. Korea	15.4	China	9.5
F.R.G.	15.8	Singapore	8.3
Taiwan	14.3	Canada	6.4
Hong Kong	11.7	Australia	6.7

**Japan's Major Suppliers of Imports (1988 US\$ billion)**

U.S.A.	42.3	Saudi Arabia	6.3
Australia	10.3	Taiwan	8.7
Indonesia	9.6	Canada	6.9
S. Korea	11.8	F.R.G.	8.1
China	9.9	United Arab Emirates	5.3

**Japan-Canada Trade (1988)**

Imports from Japan	C\$9.3 billion (automotives, televisions, photographic goods, business machines)
Exports to Japan	C\$8.7 billion (coal, canola, woodpulp, lumber)

**Japan-Canada Investment (1988)**

Japanese Direct Investment in Canada	C\$4.4 billion (cumulative) C\$624 million (FY 1988-89 ending March 89)
Japanese Portfolio Investment	C\$35 billion
Canadian Direct Investment in Japan	C\$152 million (cumulative)

**CANADA FACT SHEET**

<b>Type of Government</b>	Constitutional Monarchy
<b>Head of State</b>	The Queen, represented by Governor General Jeanne Sauvé
<b>Head of Government</b>	Prime Minister Brian Mulroney
<b>Secretary of State for External Affairs</b>	Joe Clark
<b>Minister for International Trade</b>	John Crosbie
<b>Finance Minister</b>	Michael Wilson
<b>Area</b>	9,970,610 km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	25.7 million
<b>GDP</b>	C\$549.7 billion (1987) C\$601.5 billion (1988) 1989 forecast - 3% growth
<b>GDP Per Capita</b>	C\$19,966 (1986) C\$21,588 (1987) C\$23,326 (1988)
<b>Inflation Rate</b>	4.1% (1988)
<b>Unemployment Rate</b>	7.3% (June 1989)
<b>Current Account Deficit</b>	C\$10.3 billion (1988)

**Canada's Major Export Markets (1988 C\$ billion)**

U.S.A.	101.0	Netherlands	1.4
Japan	8.7	France	1.2
U.K.	3.6	South Korea	1.2
China	2.6	Belgium	1.2
F.R.G.	1.8	U.S.S.R.	1.1

**Canada's Major Suppliers of Imports (1988 C\$ billion)**

U.S.A.	86.5	Taiwan	2.2
Japan	9.3	Italy	1.9
U.K.	4.6	Mexico	1.3
F.R.G.	3.8	Brazil	1.2
France	2.9	Hong Kong	1.2

**Degree of Dependency on Trade**

(Trade Values Divided by GNP)

	Canada	Japan
Imports	24.5%	9.8%
Exports	27.8%	13.2%

## CANADA-JAPAN TRADE AND ECONOMIC RELATIONS

Over the past decade, trade between Canada and Japan has quadrupled. Japan is now Canada's largest single overseas market. In 1988, two-way trade reached \$17.8 billion (up from \$14.5 billion in 1987 and \$13.6 billion in 1986). In the first five months of 1989, Canadian exports to Japan expanded 17 percent over the same period in 1988.

Japan continues to offer great potential as an economic partner for Canada, particularly with our growing emphasis on the Pacific Rim. With the development of Japan into a major industrial and trading power, Canadian business in Japan faces major opportunities and challenges in expanding trade, promoting investment in Canada and acquiring technology.

While Canada enjoyed an uninterrupted trade surplus with Japan from 1973 to 1981, we recorded a deficit of \$80 million in 1982. This deficit accelerated to \$368 million in 1985 and \$1.7 billion in 1986. Since then, however, fuelled by a lower dollar and strong domestic demand in Japan, the overall Canadian deficit with Japan has fallen to \$575 million.

To alleviate some of the large bilateral trade imbalances between Japan and her principal trading partners, Japan took welcome steps to liberalize her domestic market and stimulate domestic demand. The room for growth in Japanese consumption in the social goods sectors such as housing, combined with Japanese government undertakings to liberalize its import regime, should offer new and lucrative export opportunities to many Canadian industries.

The Canadian export performance should also benefit from signs of an ongoing economic recovery in Japan. Japan is adjusting well to the revaluations of the yen. The Japanese economy grew in 1988 by 5.7 percent and is expected to grow at least by 4.5 percent in 1989.

Canadian exports to Japan continue to be concentrated in basic resource materials (45 percent coal and non-ferrous metals) and fabricated materials (29 percent lumber, paper, petrochemicals, aluminum ingots).



At the end of 1988, Canada ranked seventh as a source of imports to Japan. In the coming years, Canadian government and business will increase efforts to become an even more important source of Japanese imports. In 1989, Canadian business continues to take full advantage of the changes in the Japanese economy in order to maximize trading opportunities.

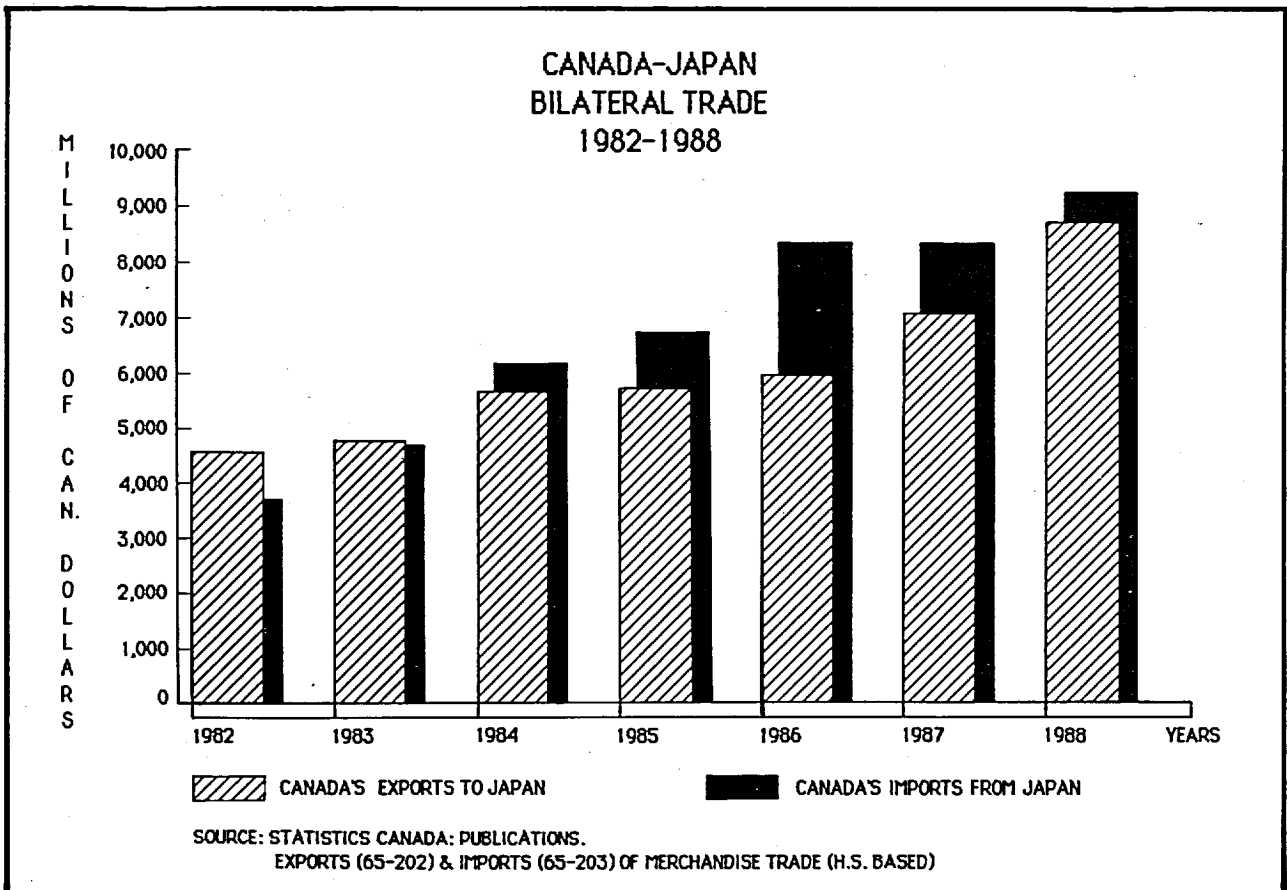
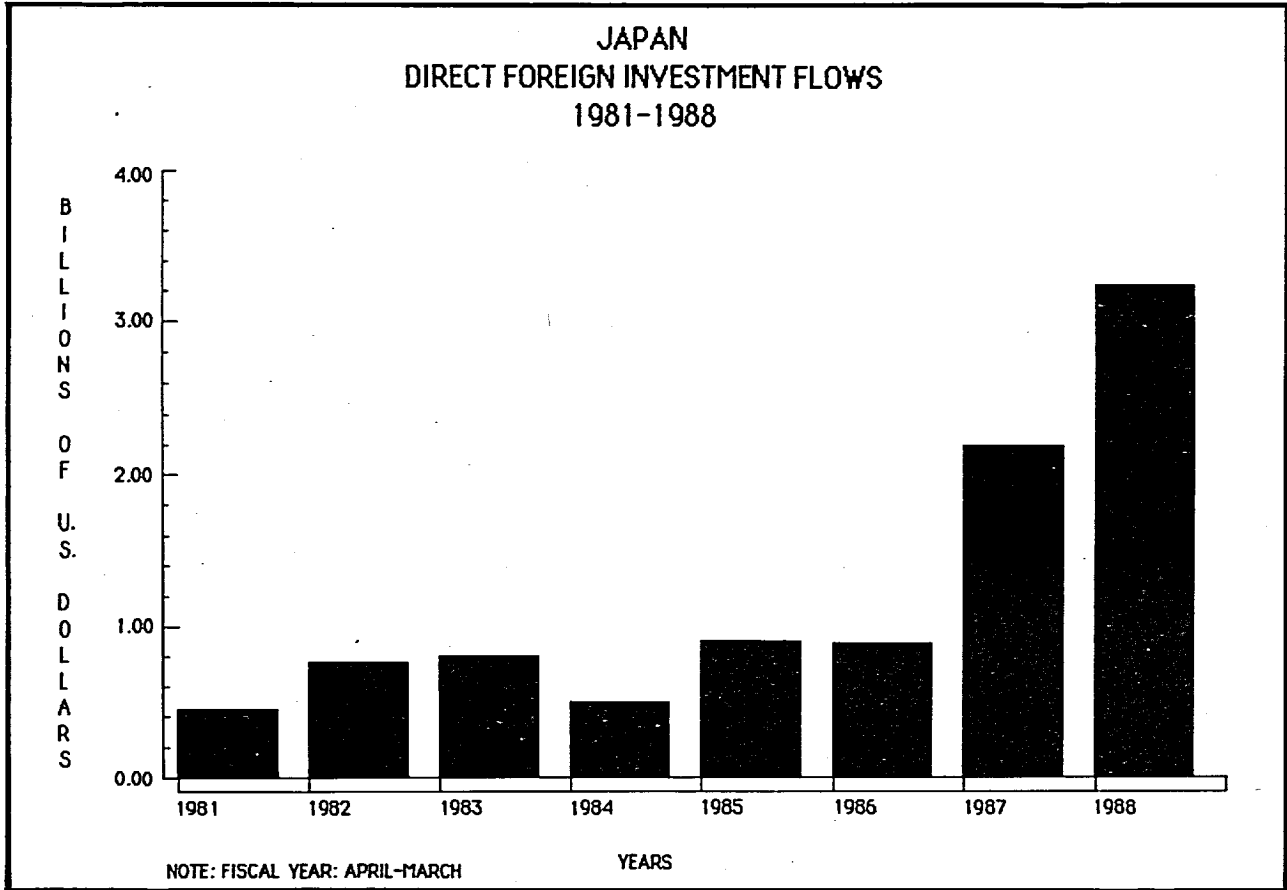
Our government's comprehensive strategy for relations with Japan seeks to ensure greater and more frequent interaction between our countries, so that we may pursue mutually beneficial trade goals. In particular, Canada aims to protect and expand her market share of resource products to Japan, increase sales of Canadian value-added products and fully manufactured goods, and improve access to Japanese markets in forestry, agricultural and fish products.

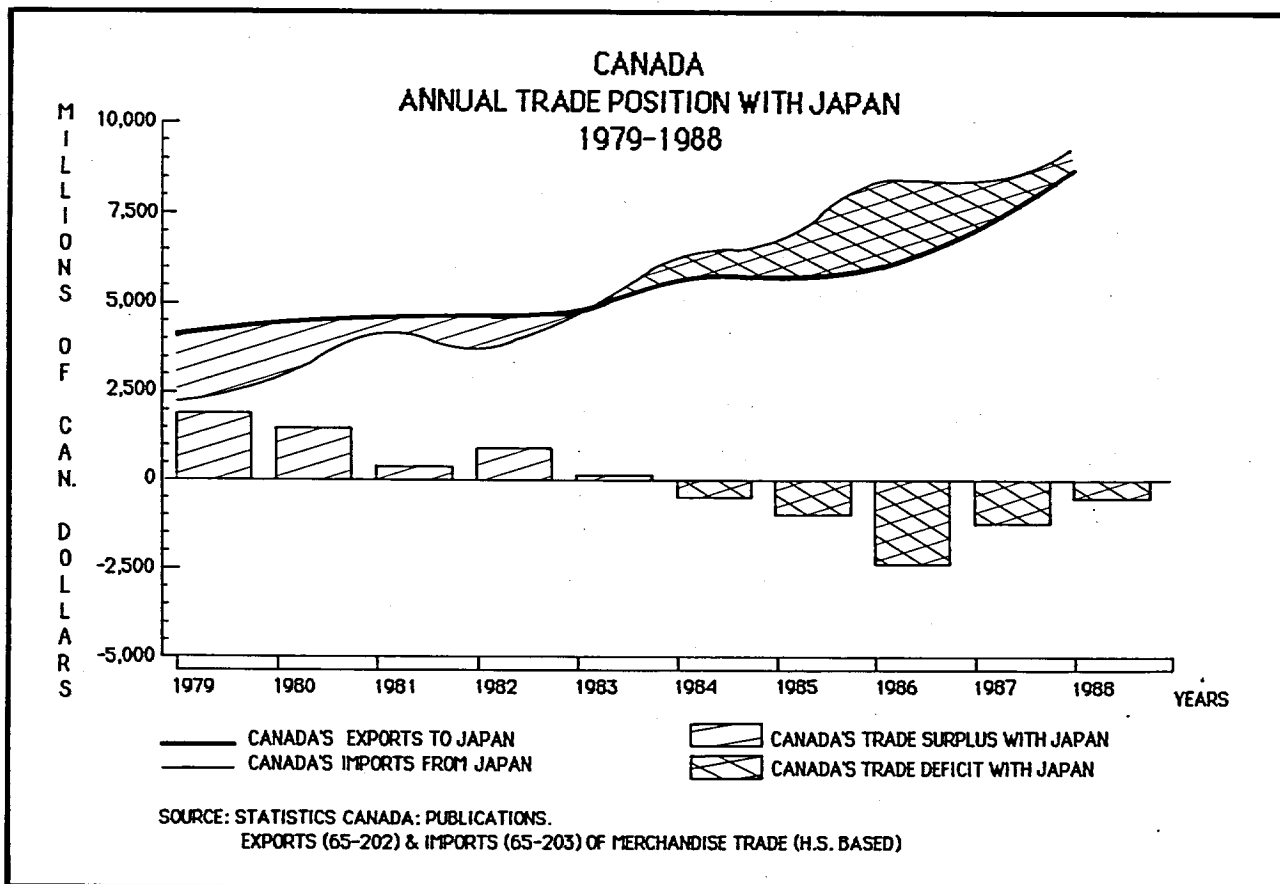
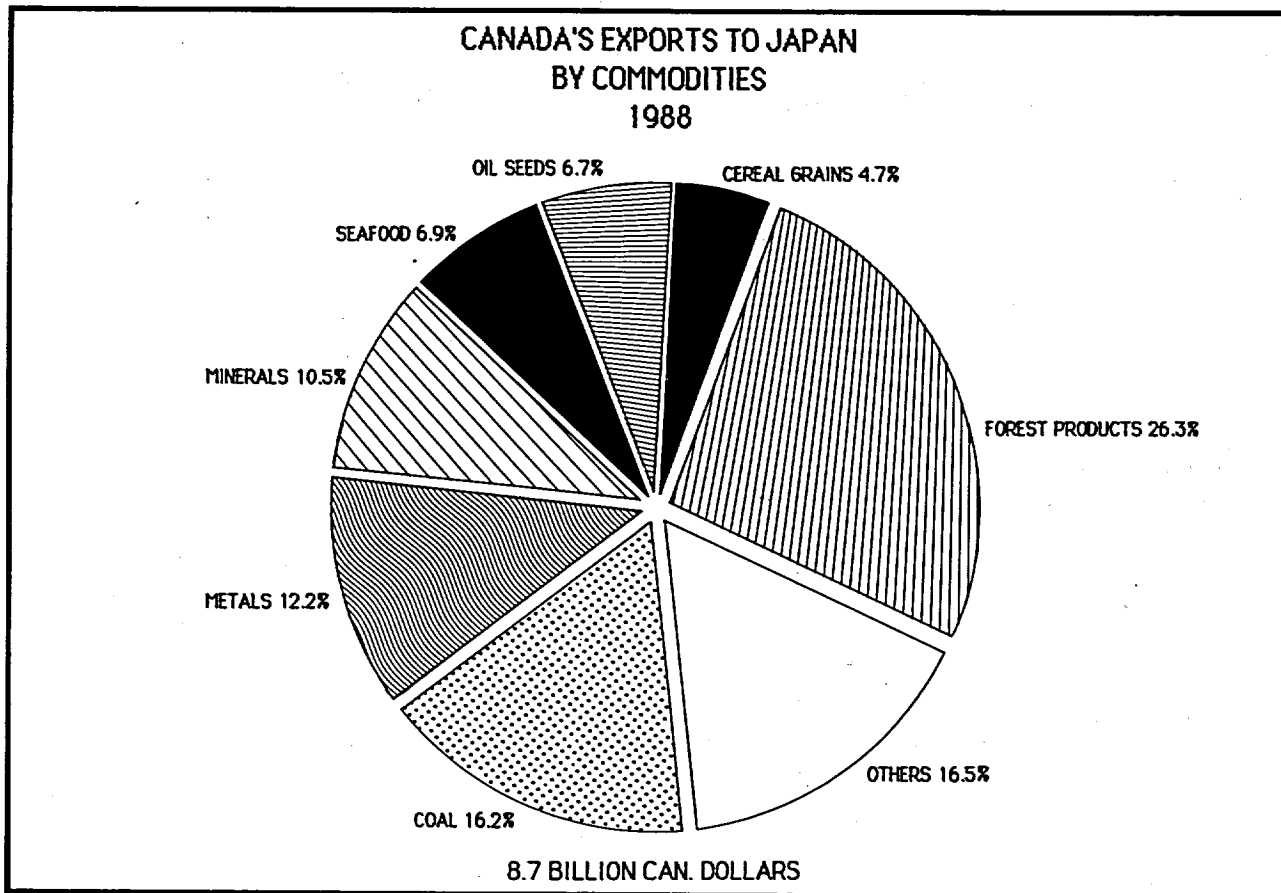
In addition, the strategy envisions Canadian industry having access to Japanese production and product technologies, and stimulating Japanese investment in Canadian manufacturing. A follow-up to this strategy is the Pacific 2000 initiative, which aims to boost Canada's ability to compete in the dynamic Japanese marketplace.

It is believed that the Canada-United States Free Trade Agreement, in conjunction with the continuing strong yen and the global production strategies of Japanese firms, will encourage Japanese investment here because of our enhanced access to the United States market. A high-level investment study mission is to visit Canada to explore business opportunities.

Numerous consultative mechanisms exist between Canada and Japan. The Canada-Japan Business Co-operation Committee (CJBCC) is under the chairmanship of Allen Lambert, Chairman, Tri-lon Group, and consists of senior executives of major corporations in both countries. Its aim is to foster closer interaction between the private sectors. The Joint Economic Committee meets yearly at the deputy minister level to co-ordinate trade, technology and investment relations. The eighth meeting of the Committee was held in Toronto in March 1989.

Further economic consultation was seen in 1986 with the exchange of prime ministerial visits between Brian Mulroney and Yasuhiro Nakasone, and during the January 1988 visit of Noboru Takeshita. Such meetings served to promote greater awareness of each country's economic objectives and it is hoped that the September 1989 visit to Canada by Prime Minister Toshiki Kaifu achieves similar results. It is in the interest of both countries to work together to improve the bilateral relationship and address the major trade issues facing the international economic system.





## INVESTMENT AND FINANCIAL RELATIONS

### Investment

Direct investment in Canada by Japan represents a promising area for greater co-operation. In 1988, Japanese direct investment in Canada totalled in excess of \$4.4 billion, with portfolio investment of \$35 billion.

Japan is an important overseas investor with multinational capabilities and a willingness to expand its manufacturing base abroad, particularly in the wake of the substantial appreciation of the yen since 1985. Japanese overseas direct investment in 1988 grew by approximately 30 percent over 1987. Although the U.S. continues to capture the lion's share of Japan's overseas investment (47 percent in 1988), as Japanese business examines manufacturing locations in the North American market it is looking with growing interest to Canada. Recent automobile assembly investments in Ontario by Honda, Toyota and Suzuki reflect this interest. Such developments have prompted Japanese parts suppliers to begin assessing nearby locations.

Japanese investment in the last two years was concentrated in the electronics, paper, auto parts and industrial component sectors. In 1987 the Kao Corporation opened a facility in Arnprior, Ontario, to manufacture floppy disks for computers. Oji Paper has entered into a joint venture with Canfor to produce newsprint, for worldwide export, at Port Mellon in British Columbia. New capital expenditure for this project could amount to close to a billion dollars.

The Japanese Economic Mission (Kanao) visited Canada in 1986 following the introduction of the Investment Canada Act in July of 1985. The delegation members were encouraged by the policies initiated by the federal and provincial governments to promote and improve the Canadian investment environment. The Mission's discovery of a "new Canada" of high technology and growth will encourage the continued expansion of the Japanese investment base in Canada beyond the resource sector. The Mission expressed confidence that Japan-Canada relations will diversify to the entire manufacturing field.

An opportunity to reinforce this image of Canada will occur with the visit to Canada of the Japan Investment Study Mission from October 22 to November 2, 1989. The Mission was formed by the Japanese Ministry of International Trade and Industry and by the Federation of Economic Organizations of Japan ("the Keidanren") to review Canada's economic prospects following the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA). It will be led by Shinroku Morohashi, President of Mitsubishi Corporation and Vice-Chairman of the Japan-Canada Economic Committee of the Keidanren.

Securing market access has always been a major factor in the decisions of Japanese manufacturers to locate in North America. The enhancement of access to the large U.S. market obtained by Canada in the FTA will play a significant role in future Japanese investment in our country. Canada will continue to be an attractive investment environment for Japan because of resource availability, low-cost energy, competitive labour costs, productivity, and quality of life, advantages that are reinforced through the FTA.

### **Financial Relations**

Since 1984, Japan has accounted for the bulk of the net inflow of capital to Canada. Japan has been the largest international lender since 1982 and is now the world's leading creditor nation.

During 1988, the net capital inflow from Japan to Canada was \$3.3 billion (the net inflow for all countries was \$11.7 billion). Japan is the single most important purchaser of bonds.

Capital flows from Japan have been encouraged by relatively wide interest rate differentials and by favourable assessments of our economy by Japanese investors. Canadian dollar issues constitute a large share of foreign-currency securities held by major Japanese insurance and investment firms.

Since 1981, six Canadian banks--Bank of Montreal, Bank of Nova Scotia, Canadian Imperial Bank of Commerce, National Bank, Royal Bank and Toronto-Dominion Bank--have established branches in Tokyo. Four large Canadian securities firms--Wood Gundy, Richardson Greenshields, McLeod Young Weir, and Dominion--have representative offices. Japanese measures to liberalize access to their financial markets for other countries and to provide more internal competition in the financial sector are welcome.

## SCIENCE AND TECHNOLOGY RELATIONS

Japan's growing status as a world force in science and technology (S&T) has encouraged Canada to strengthen the ties the two countries have enjoyed in this area since the mid-1970s.

At a meeting in Toronto in January 1988, the prime ministers of Canada and Japan commissioned a joint study of how S&T projects in both countries complement each other. The goal was to find promising areas for new or expanded co-operation and ways to carry it out.

The study, led by Dr. Geraldine Kenney-Wallace, was completed in July 1989. An assessment of the study is now being carried out by Harry Rogers, Canada's chief science advisor, and will be completed in October 1989.

As well, Canada and Japan signed a bilateral agreement in 1986 to expand joint research and development projects covering a spectrum of peaceful technologies.

Under the agreement, a joint committee meets every two years to review activity, approve new projects and develop policy guidelines. The agreement covers 85 projects ranging from agriculture and the environment to communications technology and space science.

Canadian companies are particularly keen to identify and acquire Japanese technology for use in Canada. Through the Technology Inflow Program, the embassy in Japan helps Canadians make contact with Japanese firms and conduct negotiations.

As well, officials of both countries meet once a year to promote industrial co-operation.

**Notes**

**Notes**